

POLITIQUE MIGRATOIRE DE L'UNION EUROPEENNE (UE), REPRÉSENTATION DE LA MIGRATION DANS LES MÉDIAS IVOIRIENS ET PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE¹

Kouadio Joël-Henri Gilles ALOKO-N'GUESSAN

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

alokojoel@yahoo.fr

Résumé : Dans le cadre de sa politique migratoire, l'UE a adopté un ensemble de mesures visant à restreindre l'accès de son territoire aux migrants clandestins. Pour ce faire, l'UE accorde une place importante dans l'atteinte de cet objectif à la coopération internationale et à la sensibilisation à travers les médias étrangers dans les pays d'Afrique de l'Ouest. En Côte d'Ivoire, la politique migratoire de l'UE et son versant médiatique sont également mises en œuvre par l'institution. Dans le présent article, nous émettons l'hypothèse que la représentation de la migration dans les médias ivoiriens est orientée par la politique migratoire de l'UE vis-à-vis de l'Afrique. Dans le cadre de la vérification de cette hypothèse, nous avons eu recours à l'analyse de contenu thématique manuelle pour la collecte des données. L'analyse desdites données nous a permis d'obtenir comme résultat le fait que les médias ivoiriens accordaient bien une place démesurée à la migration clandestine dans leur traitement de la migration. Les résultats obtenus mettaient bien en lumière le fait que ce traitement de la migration par les médias ivoiriens était orienté par la politique migratoire de l'UE. En outre, cette situation est préjudiciable aux perspectives de développement durable que la Côte d'Ivoire pouvait tirer de la migration. Pour pallier ce problème, nous recommandons entre autres une réorientation du traitement médiatique de la migration en intégrant mieux ses potentiels avantages socioéconomiques durables.

Mots-Clés : Migration, Union Européenne, médias ivoiriens, développement durable

Abstract: As part of its migration policy, the EU has adopted a set of measures aimed at restricting access to its territory to illegal migrants. To do this, the EU attaches an important place in the achievement of this objective to international cooperation in general and awareness-raising through foreign media, in particular in the countries of West Africa where from a large number of illegal migrants according to its estimates. In Ivory Coast, the EU's migration policy and its media aspect are also implemented by the institution. In this article, we hypothesize that the portrayal of migration in the Ivorian media is guided by the EU's migration policy towards Africa. To verify this hypothesis, we used manual thematic content analysis for data collection. The analysis of these data allowed us to obtain as a result the fact that the Ivorian media gave an excessive place to illegal migration in their treatment of migration. In addition, the results obtained clearly shed light on the fact that this singular treatment of migration by

¹European Union (EU) migration policy, representation of migration in Ivorian media and sustainable development perspectives

the Ivorian media was well guided by the EU's migration policy, to the detriment of the prospects for sustainable development that Ivory Coast could derive from migration. In order to remedy this problem, we have made certain recommendations, including a reorientation of the media treatment of migration, integrating more explicitly the economic advantages that could benefit the Ivory Coast from migration.

Keywords: Migration, European Union, Ivorian media, sustainable development

Introduction

L'OIM (2020a) définit la migration comme l'ensemble des déplacements de personnes quittant leur lieu de résidence dans ou hors des frontières de leur pays. Lorsqu'elle est clandestine, elle peut engendrer un déséquilibre démographique et une perte de main d'œuvre dans les régions d'origine des migrants voire menacer l'intégrité physique desdits migrants (Ba & Ndiaye, 2008). Par ailleurs, la migration peut également constituer un puissant levier de développement durable pour les pays économiquement faibles. Cela, par le biais des investissements dans ces pays des ressortissants expatriés ou par le retour d'une frange qualifiée d'entre eux (Elie, Lieber & Lutringer, 2011 ; Conseil du commerce et du développement, 2018, p.3). En outre, la migration est un facteur de stabilité sociale dans les pays en développement (Guengant, 2002). Aussi, Guengant (2002) met-il en lumière après analyse de ses aspects positifs et négatifs, le fait que la migration constitue assurément un facteur d'amélioration des conditions de vie pour les populations des pays en développement. Ainsi, la contribution de la migration à la durabilité du développement est perceptible dans les travaux de Belem (2010, p.62) montrant que le développement durable doit viser le bien-être social.

Depuis les années 1990, la migration clandestine des ressortissants africains a pris une place importante dans les actions de l'UE dans le cadre de sa politique de gestion de la migration (Fondation Robert Schuman, 2018). Ladite politique se fixe officiellement deux visées que sont la création d'opportunités d'emploi et de développement en Afrique et l'usage de mesures sécuritaires visant à empêcher les migrants d'accéder au territoire européen (Fondation Robert Schuman, 2018). Cependant, la Fondation Robert Schuman (2018) montre que l'UE est essentiellement préoccupée par la question de la migration clandestine dans la mise en œuvre effective de sa politique migratoire vis-à-vis de l'Afrique. Par exemple, les fonds alloués par l'UE à la gestion de la migration dans le cadre du fonds d'urgence de l'UE pour l'Afrique sont à 97% utilisés pour des actions liées à la lutte contre la migration clandestine (Fondation Robert Schuman, 2018).

Dans la continuité de sa politique migratoire en Afrique, les pays d'Afrique de l'ouest (AO) sont vivement incités par l'UE à adopter des politiques visant à réduire l'importance des migrations de l'AO en direction de l'Europe (Kabbanji, 2011). Ainsi, Kabbanji (2011) estime que l'UE est parvenue à exporter sa politique migratoire en Afrique de l'ouest et à la faire adopter par

les instances politiques ouest africaines. Dans cette politique, l'aspect communicationnel est primordial pour l'UE qui souhaite fournir aux populations d'AO des informations qu'elle juge factuelles sur le processus migratoire via les médias ouest africains (Pécoud, 2010). Pour ce faire, l'UE et certains de ses Etats membres accordent des fonds à divers organismes pour réaliser des campagnes de sensibilisation médiatiques et des programmes de formation destinés aux populations, journalistes et acteurs des médias ouest africains. Ainsi, l'Italie a apporté son soutien au projet de l'UNESCO dénommé *Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication*. Selon l'UNESCO (2019), ledit projet visait entre autres à « renforcer les médias [...] pour promouvoir une meilleure compréhension de la migration » et favoriser une « migration responsable ».

Pour sa part, l'OIM a organisé des formations à destination des journalistes d'Afrique de l'ouest dans le cadre d'un programme financé par l'UE pour promouvoir le retour des migrants clandestins (OIM, 2020b). Selon l'OIM (2020b), les formations à destination des journalistes et acteurs des médias d'Afrique de l'ouest visaient à mieux mettre en lumière le phénomène migratoire dans les médias régionaux ainsi qu'à mieux « informer [...] sur les risques de la migration irrégulière ». En Côte d'Ivoire, plusieurs de ces sessions de formations ont été organisées à destination des journalistes et acteurs des médias (Abidjan.net, 2019; OIM, 2019). De plus, l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI) est vivement incitée à célébrer les journalistes évoquant le phénomène de la migration clandestine dans les médias ivoiriens avec le *Prix spécial du meilleur journaliste de la lutte contre l'immigration clandestine*. Décerné depuis 2017, ce prix est financé en partie par le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR), institution recevant des ressources financières du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique² (UE, 2020).

Il apparaît donc que l'UE s'emploie à promouvoir dans les médias ivoiriens sa vision de la migration vis-à-vis de l'Afrique de l'ouest. Ladite vision consiste à prioriser la lutte contre la migration clandestine vers l'Europe, au détriment des avantages socioéconomiques durables que peuvent receler la migration pour la Côte d'Ivoire. Ce problème suscite en nous cette question : Quelle est l'influence de la politique migratoire de l'UE sur la représentation de la migration dans les médias ivoiriens ? Pour y répondre, nous avons défini des objectifs consistant à identifier la représentation de la migration dans les médias ivoiriens et à montrer que la représentation de la migration dans les médias ivoiriens promeut la politique migratoire de l'UE vis-à-vis de l'Afrique. Dans cette étude, nous soutenons l'hypothèse que la représentation de la migration dans les médias ivoiriens est orientée par la politique migratoire de l'UE vis-à-vis de l'Afrique.

Cette recherche s'inscrit dans le champ de la Communication Internationale et Développement (CID) issue du croisement des sciences de la communication, de l'économie du développement et des sciences politiques (Bogui, Rico, Kane & Agbobli, 2016, p.1; Agbobli, 2015). Aussi, la

² Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique a été créé au cours de l'année 2015 par l'UE. Selon l'institution, ce fonds vise à remédier aux causes profondes de la migration irrégulière.

multidisciplinarité de la CID explique-t-elle notre usage du concept de *soft power* provenant des sciences politiques mais désormais convoqué dans les recherches en sciences de la communication. Ainsi, nous postulons à l'instar de Ouchiha (2016, p.61) que les médias constituent un *soft power*, c'est à dire un outil permettant à des puissances établies, qu'elles soient étatiques ou non, de mener des actions visant à persuader et influencer une cible afin d'atteindre des objectifs qui lui sont propres. En effet, Tatal-Cheviron et Çam (2017) expliquent que la notion de *soft power* définit une vision « utilitaire » et « pragmatiste » de l'usage d'instruments communicationnels et culturels par des pays prétendant à la « gouvernance mondiale » dans leurs relations internationales. Aussi, adoptons-nous dans cette étude la thèse de Mattelart (2017) selon laquelle les programmes médiatiques peuvent constituer « des dispositifs d'information internationale dans lesquels investissent les diplomaties publiques » et être « porteurs d'enjeux géopolitiques ».

1. Méthode de l'étude

Afin de mener à bien cette étude, nous avons constitué un corpus de 23 textes traitant de la problématique de la migration³ et tirés des versions en ligne des principaux médias ivoiriens en termes d'audience que sont Fraternité Matin, la Radio Télédiffusion Ivoirienne 1 (RTI 1) et Radio Al Bayane (STRATMARQUES, 2019). Ainsi, le journal Fraternité matin a la plus forte audience au niveau de la presse en Côte d'Ivoire. Pour sa part, la RTI 1 est la télévision nationale ayant la plus forte audience. Enfin, la radio Al Bayane est celle disposant de la plus forte audience sur le territoire ivoirien.

De manière globale, il convient de préciser que les textes de notre corpus constituent des versions digitales des programmes diffusés dans les médias traditionnels et se rapprochent donc desdits programmes en termes de contenu⁴. Ces textes s'inscrivent dans le contexte de la « grande vague migratoire »⁵ entamée en 2010 selon Friedrich Ebert Stiftung (2019). Nous justifions le choix de cette période par le fait que la Côte d'Ivoire commence à être considérée par les pays de l'UE comme pourvoyeuse de migrants clandestins vers l'Europe durant la décennie 2010 (OIM, 2020c). Notons que pour la collecte des données, nous avons procédé à une analyse de contenu thématique manuelle. Dans le cadre de ladite analyse, 3 catégories d'analyse ont servi à la réalisation de l'enquête : migration-développement économique et durable ; migration-clandestinité et enfin migration-discours généraux. Les données ainsi recueillies ont fait l'objet d'analyses qualitative et quantitative.

2. Résultats

³ Certains textes du corpus sont des retranscriptions de programmes audiovisuels parus sur des plateformes numériques des médias identifiés.

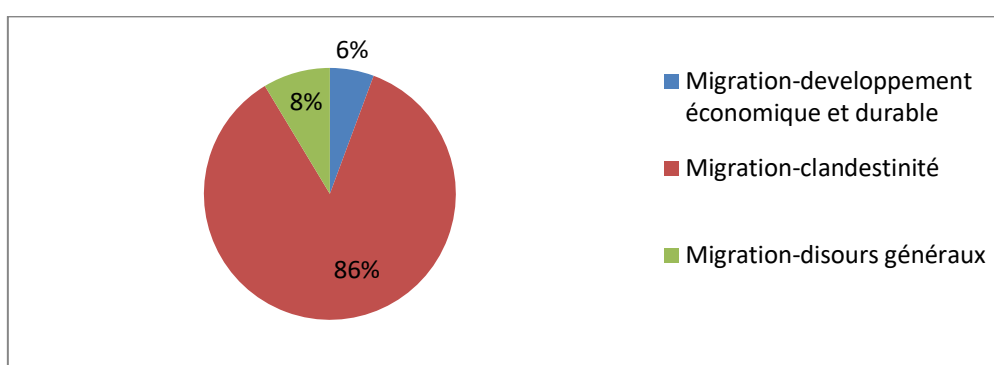
⁴ Proulx & Rueff (2018, p.23) mettent bien en évidence le fait que les médias traditionnels effectuent une harmonisation de leurs contenus en ligne et hors ligne.

⁵ La grande vague migratoire fait référence à l'arrivée de migrants clandestins en Europe suite au printemps arabe qui a fragilisé les structures politico-administratives de certains Etats d'Afrique du nord et du Moyen-Orient. Depuis l'année 2010, ces Etats se trouvent dans l'incapacité de contrôler les mouvements de populations à destination de l'Europe et transitant par leur territoire.

2.1. Analyse quantitative des données issues de l'analyse de contenu

À l'issue de notre enquête, nous avons obtenu 336 passages liés à la migration dans le corpus que nous avons repartis dans nos différentes catégories d'analyse. Ainsi, 19 passages se sont rapportés à la catégorie d'analyse migration-développement économique et durable, soit 6% des passages identifiés dans le corpus. En ce qui concerne la catégorie d'analyse migration-clandestinité, ce sont 288 passages du corpus qui s'y sont retrouvés à l'issue de notre enquête, cela représente 86% des passages du corpus. Enfin, la catégorie d'analyse migration-discours généraux comprend 29 passages du corpus, c'est-à-dire 8% de l'ensemble des passages identifiés dans le corpus.

Figure I : Distribution des passages relatifs à la migration du corpus



Source : Nos enquêtes, 2020

2.2. Analyse qualitative des données issues de l'analyse de contenu

-Représentation du thème migration-développement économique et durable dans le corpus

Il ressort de notre enquête que la thématique liant la migration au développement économique et durable est plusieurs fois apparue dans notre corpus. Les passages suivants issus des textes analysés donnent une idée de cet état de fait :

Concrétiser l'approche commune sur la Migration et contribuer à l'éradication de la pauvreté de manière durable dans la région de la CEDEAO à travers l'intégration régionale et le renforcement des capacités.

(Ouattara, 2019)

D'un montant de 10 millions d'euros près de 6 milliards de F CFA, ce fonds finance des projets proposés par les organisations de la Société Civile et les 15 Etats membres dans le domaine de la migration.

(Ouattara, 2019)

-Représentation du thème migration-clandestinité dans le corpus

Le corpus sur lequel ont été menées nos enquêtes a laissé transparaître à de très nombreuses reprises des passages ramenant la migration à une condition de clandestinité des migrants. À travers les passages du corpus ci-dessous présentés, il est possible de percevoir cette situation :

[...] Le retour des migrants dans leur pays d'origine est une priorité pour l'Europe, confrontée à son taux de chômage croissant et à ses tensions internes[...]

(Djezou, 2017)

Il faut améliorer nos échanges pour pouvoir lutter activement contre les filières de passeurs qui, au fond, ne font qu'exploiter la misère humaine et font rêver des choses qui en réalité n'existent pas.

(Yeo, 2019)

Migration irrégulière : Quand des ex-migrants trouvent l'eldorado en Côte d'Ivoire.

(Koléa, 2019)

La lutte contre l'immigration irrégulière ne saurait être l'apanage d'un seul ministère [...].

(Koné & Batchil, 2019)

-Représentation du thème migration-discours généraux dans le corpus

Nous avons trouvé dans l'ensemble du corpus plusieurs passages faisant référence à des discours généraux sur la migration. Les retranscriptions suivantes permettent d'illustrer ce fait :

Libre circulation et migration en Afrique est un projet qui vise à renforcer le potentiel de développement de la libre circulation des personnes et de la migration en Afrique de l'Ouest.

(Koné, 2013)

Ces deux jours de travaux nous permettront de proposer et adopter une vision nationale de politique migratoire, de proposer et adopter des orientations stratégiques, de valider un projet de décret à introduire en Conseil des ministres et de valider des conclusions et/ou recommandations.

(Djezou, n.d.)⁶

3. Discussion

À l'issue de l'analyse des données récoltées dans le cadre de notre enquête, il ressort que les médias ivoiriens accordent une place très importante à la migration clandestine. Ainsi, 86% des passages relatifs à la migration contenus dans le corpus analysé se rapportaient à la thématique de la migration clandestine. Par ailleurs, la deuxième thématique émergeant du corpus est celle relative aux informations générales sur la migration. Cette thématique est apparue dans 8% des passages relatifs à la migration de notre corpus.

⁶Nous ne sommes pas parvenu à déterminer la date de publication de ce texte mais les événements auxquels il fait allusion montrent clairement qu'il s'agit d'un texte rédigé après l'année 2010.

Paradoxalement, la thématique de la migration comme instrument de développement économique et durable est celle que l'on retrouve le moins dans le corpus analysé avec seulement 6% des passages relatifs à la migration. Afin d'appuyer ces données quantitatives, nous avons aussi présenté divers passages du corpus mettant bien en lumière la structure de la représentation de la migration identifiée dans les médias ivoiriens.

La surreprésentation de la migration clandestine dans les médias ivoiriens peut paraître incongrue tant l'on sait l'importance que revêtent les questions de développement économique et durable dans les pays encore sur la voie du développement à l'instar de la Côte d'Ivoire et surtout l'apport que pourrait être celui des migrants dans ce contexte. En effet, les exemples de pays qui se sont appuyés sur leur diaspora pour bâtir des nations économiquement fortes sont illustrés dans la littérature scientifique notamment à travers les exemples les plus révélateurs de cette tendance que sont la Chine ou encore l'Inde (Elie, Lieber & Lutringer, 2011). Dans une moindre mesure et sans encore avoir atteint le niveau de la Chine et de l'Inde, il y a lieu d'affirmer que le Mali voit son niveau de développement économique et social se rehausser à travers les transferts de fonds et autres actions de développement pour la base entrepris par les immigrés maliens. A titre indicatif, les transferts de fonds officiels⁷ provenant des expatriés maliens à destination de leur pays s'élèvent annuellement à 300 milliards de F CFA soit 79% de l'aide au développement reçu par ce pays ou encore 12% de son Produit Intérieur Brut (Kéita, 2009, p.11). Au Sénégal et au Maroc, l'OCDE & CIRES ([Organisation de Coopération et de Développement Economique] & [Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales], 2017, p.51) estiment que les transferts de fonds provenant des immigrés à destination du pays représentent respectivement environ 12% et 7% du PIB.

En Côte d'Ivoire, les médias semblent faire l'impasse sur la promotion des avantages économiques et sociaux que peuvent tirer un pays de sa diaspora. A notre sens, cette situation ne concourt pas à une perception réaliste des caractéristiques globales de la migration des ivoiriens. En effet, il faut noter que plus de 85% des ivoiriens de la diaspora vivent en Afrique (OCDE & CIRES, 2017, p.51). Par ailleurs, les départs de populations ivoiriennes à destination de l'étranger depuis le début des années 2000 se sont très largement concentrés sur deux destinations ouest africaines à savoir le Libéria et le Burkina Faso (OCDE & CIRES, 2017, p.50). De ce fait, il apparaît donc que le phénomène migratoire en Côte d'Ivoire⁸ est principalement représenté par des ivoiriens qui sortent du pays de manière légale. En effet, la circulation dans la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à laquelle appartiennent le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Libéria est régie par la libre circulation des personnes originaires des Etats membres. En fait, le constat qui s'impose est que la représentation de la migration dans les médias

⁷ Une partie non négligeable des transferts de fonds effectués par les immigrés maliens à destination de leur pays passe par des canaux non officiels. De ce fait, les chiffres exposés sur cette question par l'Etat malien sont sous-estimés.

⁸ Nous faisons dans ce contexte allusion à l'émigration des ressortissants ivoiriens.

ivoiriens se rapporte bien aux priorités de l'UE en termes de migration à savoir la mise en avant des dangers liés à la migration clandestine. Dans ce sens, il est légitime de penser que la création du *Prix spécial du meilleur journaliste de la lutte contre l'immigration clandestine* participe à cette stratégie déployée par l'UE vis-à-vis de la migration en Côte d'Ivoire.

Nous avons émis l'hypothèse qui suit : La représentation de la migration dans les médias ivoiriens est orientée par la politique migratoire de l'UE vis-à-vis de l'Afrique. A l'issue de nos enquêtes, nous avons démontré que le traitement de la migration dans les médias ivoiriens était fortement orienté vers la thématique de la migration clandestine qui s'avère être celle promue par l'UE en Afrique et auprès des acteurs des médias ivoiriens. En outre, il ressort bien une volonté manifeste de l'UE, puissance étrangère, de faire circuler des informations concourant à la défense de ses intérêts dans les médias ivoiriens. De ce fait, notre ancrage théorique s'avère être opportun du fait de sa capacité à faciliter la représentation des liens entre les différentes variables de l'hypothèse de ce travail. Ces différents éléments ont donc concouru à la validation de notre hypothèse.

Diverses recherches ont été effectuées à travers le monde sur le traitement médiatique de la migration. A l'instar de nos résultats, les travaux de Mazzocchetti & Yzerbyt (2019, p.2) aboutissent à la conclusion que la migration clandestine prend une place importante dans les médias belges. Les auteurs relèvent également le caractère péjoratif de la couverture des médias belges vis-à-vis de la migration. Par ailleurs, les résultats de l'enquête de Brys & Burpee (n.d., p.9) montrent qu'il existe au Maroc une évolution du discours sur la migration subsaharienne dans les médias marocains. Ainsi, les auteurs expliquent que le discours médiatique sur la migration des populations issues d'Afrique subsaharienne entre 2002 et 2006 était stigmatisant et en grande partie basé sur la thématique de la migration clandestine. Ces résultats se rapprochent donc de ceux auxquels nous avons abouti dans la présente recherche quant au traitement de la migration dans les médias ivoiriens. Cependant, les auteurs montrent que cette représentation péjorative de la migration dans les médias marocains a évolué à partir de l'année 2013 pour devenir plus soucieuse du sort et des droits des migrants. Pour sa part, l'article de Krafft (2020) met en lumière le soft power de l'OIM et de l'UE dans les médias guinéens dans le cadre de la lutte contre la migration clandestine. Les résultats de cet article sont donc similaires aux nôtres dans la présente recherche.

À l'instar de toutes les études basées sur les méthodes d'analyse de données textuelles, il convient de ne pas omettre le risque de biais susceptible d'être introduit par l'enquêteur. Dans le cadre de cette recherche, nous estimons avoir suffisamment pris en compte ce paramètre en systématisant les processus de collecte et d'analyse de nos données. Cependant, il serait tout de même opportun que des études ultérieures soient entreprises sur notre thématique afin de mettre à la disposition des acteurs des médias en Côte d'Ivoire et des institutions en charge de la migration, un large ensemble de données empiriques. En effet, de telles données sont susceptibles de les guider dans une

volonté éventuelle de réorienter leur perception de la migration des ressortissants d'Afrique en général et de la Côte d'Ivoire en particulier.

Conclusion

La migration clandestine est un phénomène palpable et dangereux pour la jeunesse en Côte d'Ivoire. Ses effets négatifs notamment en termes de pertes en vies humaines dans les rangs des candidats à l'exil clandestin attestent de cette situation. Cependant, il est primordial pour les médias ivoiriens de ne pas omettre le fait que la migration comprend également une face légale susceptible de procurer des avantages socio-économiques durables à la Côte d'Ivoire. Dans ce sens, les médias ivoiriens devraient adopter un discours réellement orienté vers les composantes de l'approche globale de la migration telle que préconisée officiellement par l'UE dans sa politique migratoire. Pour ce faire, lesdits médias devraient promouvoir de manière concomitante le lien entre le développement et la migration ; la gestion de la migration légale et enfin la lutte contre la migration clandestine. En effet, cette voie est à notre sens celle susceptible de mieux convenir à un pays en développement comme la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, une problématique nous paraît être aussi légitime que celle de la migration clandestine dans les médias ivoiriens eu égard aux chiffres relativement faibles de la migration clandestine dans la mobilité globale des ivoiriens : la faible contribution des migrants ivoiriens au PIB de leur pays⁹. La mise à l'agenda de cette thématique par les médias ivoiriens via la présentation d'émissions sur des exemples de réussite sociale d'ivoiriens issus de la diaspora serait assurément profitable à l'essor de l'économie ivoirienne. De plus, il nous paraît important que la symbolique représentée par le *Prix spécial du meilleur journaliste de la lutte contre l'immigration clandestine* soit réévaluée afin que puisse exister un prix faisant plutôt la promotion de la migration dans sa globalité en tenant compte de ses avantages et inconvénients. Tant que ce prix financé indirectement par l'UE demeurera en l'état, les journalistes ivoiriens auront un grand intérêt à orienter leur production d'information vers la migration clandestine, celle susceptible de leur procurer des avantages financiers et matériels via l'obtention de ce prix¹⁰.

Références bibliographiques

- Agbobli, C. (2015). La communication internationale : état des lieux et perspectives de recherche pour le XXI^e siècle. *Communiquer*, 15, DOI : <https://doi.org/10.4000/communiquer.1678>
- Ba, O., C. & Ndiaye, A., I. (2008). L'émigration clandestine sénégalaise. *Asylon(s)*, (3), consulté le 30 août 2020, URL : <https://www.reseau-terra.eu/article717.html>

⁹L'OCDE & CIRES (2017, p.51) expliquent que la part des ressources issues de la migration des populations ivoiriennes ne représente que 1% du PIB de la Côte d'Ivoire.

¹⁰ Le récipiendaire du *Prix spécial du meilleur journaliste de la lutte contre l'immigration clandestine* au titre de l'année 2017 a reçu la somme de 200 000 FCFA, un ordinateur, un dictaphone et un appareil photographique numérique.

- Belem, G. (2010). Du développement au développement durable : cheminement, apports théoriques et contribution des mouvements sociaux, Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, Montréal.
- Bogui, J-J., RICO, C., KANE, O. & AGBOBLI, C. (2016). Éditorial: Communication internationale et développement. *Global Media Journal -- Canadian Edition*, 9(1), 1-4.
- Brys, E. & Burpée, J. (n.d). Média et migration. Couverture médiatique de la migration : l'influence des différents médias sur l'opinion publique au Maroc, OIM, Rabat.
- Djezou, C. (2017). Lutte contre la migration clandestine: La Côte d'Ivoire reçoit un appui financier de plus d'un milliard de FCFA. *Fraternité matin*, consulté le 10 août 2020, URL : <https://www.fratmat.info/article/78522/62/lutte-contre-la-migration-clandestine-la-cote-d-ivoire-recoit-un-appui-financier-de-plus-d-un-milliard-de-fcfa>
- Djezou, C. (n.d.). Migration : La Côte d'Ivoire prépare une politique migratoire basée sur le genre. *Fraternité matin*, consulté le 10 août 2020, URL : <https://www.fratmat.info/article/80356/60/migration-la-cote-d-ivoire-prepare-une-politique-migratoire-basee-sur-le-genre>
- Elie, J., Lieber, M. & Lutringer, C. (2011). Migration et développement : les politiques de la Chine et de l'Inde à l'égard de leurs communautés d'outre-mer. *Revue internationale de politique de développement*, 2, DOI : <https://doi.org/10.4000/poldev.710>
- Guengant, J-P. (2002). Quel lien entre migrations internationales et développement?, consulté le 30 mai 2020, URL : https://www.revue-projet.com/articles/2002-4-quel-lien-entre-migrations-internationales-et-developpement/#_ftnref13
- Kabbanji, L. (2011). Vers une reconfiguration de l'agenda politique migratoire en Afrique de l'Ouest. *Etudes internationales*, 42(1), DOI : <https://doi.org/10.7202/045877ar>
- Keita, S. (2009, juillet). La contribution des maliens de l'extérieur au développement de leur pays. Communication présentée à la « Réunion spéciale sur la contribution des migrants au développement », Genève.
- koléa, S. (29 octobre 2019). Migration irrégulière : Quand des ex-migrants trouvent l'eldorado en Côte d'Ivoire[Vidéo en ligne], consulté le 10 mars 2020, URL : <https://www.rti.ci/info/societe/25592/migration-irreguliere-quand-des-ex-migrants-trouvent-leeldorado-en-cote-deivoire>
- Kone, A. & Batchil, K. (2019). Quels outils pour faire face au phénomène de la migration irrégulière ?[Vidéo en ligne], consulté le 20 mars 2020, URL : <https://www.rti.ci/info/1-societe-info-societe-info/societe/25433/quels-outils-pour-faire-face-au-phenomene-de-la-migration-irreguliere>
- Kone, M. (2013). Côte d'Ivoire: Présentation du projet sur la libre circulation des personnes et migration en Afrique de l'ouest. *RTI*, consulté le 10 août 2020, URL :

- https://www.rti.ci/actualite_article.php?categorie=Afrique&id=8668&titre=cote-d-ivoire-presentation-du-projet-sur-la-libre-circulation-des-personnes-et-migration-en-afrique-de-leouest&page=89
- Krafft, R. (2020). Contrôle des frontières, contrôle des âmes. Le soft power de l'OIM en Afrique. *Revue du crieur*, 15, consulté le 10 août 2020, URL : <https://www.cairn.info/revue-du-crieur-2020-1-page-30.html?contenu=article>
- Mattelart, T. (2017). Postface. In D. Marchetti & J. Paris (dir.), *La circulation des productions culturelles : Cinémas, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, Centre Jacques-Berque, Rabat. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cjb.1250>
- Mazzocchetti, J. & Yzerbyt, V. (2019). Crise migratoire: le discours médiatique alimente-t-il la peur des migrants?, *Société en changement*, 7, 1-7.
- Ouattara, L. (2019). Cedeao / les ong appelées à présenter des projets sur la migration. *RTI*, consulté le 10 août 2020, URL : https://www.rti.ci/actualite_article.php?categorie=societe&id=1204&titre=cedeao-les-ong-appelles-a-presenter-des-projets-sur-la-migration&page=3
- Ouchiha, T. (2016). Les médias comme "soft power". La part géopolitique dans les chaînes d'informations internationales: étude comparative entre le canal arabophone de France 24 et Al Jazeera. Thèse en Sciences de l'information et de la communication, Université Paul Valéry - Montpellier III, Montpellier.
- Pécoud, A. (2010). Contrôle des frontières, campagnes d'information et crédibilité des politiques d'immigration. *Asylon(s)*, (8), consulté le 03 août 2020, URL : <http://www.reseau-terra.eu/article944.html>
- Proulx, S. & Rueff, J. (2018). Actualité des méthodes de recherche en sciences sociales sur les pratiques informationnelles, Centre d'études sur les médias, Laval.
- Total-Cheviron, N. & Çam, A. (2017). La vision turque du « soft-power » et l'instrumentalisation de la culture. In : D. Marchetti & J. Paris (dir.), *La circulation des productions culturelles : Cinémas, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, Centre Jacques-Berque, Rabat. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cjb.1226>
- Yeo, F. (2019). Lutte contre l'immigration clandestine: La Côte d'Ivoire et la France décident de renforcer leur coopération. *Fraternité matin*, consulté le 10 mai 2020, URL : <https://www.fratmat.info/article/90375/60/lutte-contre-l-immigration-clandestine-la-cote-d-ivoire-et-la-france-decident-de-renforcer-leur-cooperation>

Autres

- ABIDJAN.NET. (2019). Côte d'Ivoire/Migration : le Ministère de l'Intérieur italien finance une formation de journalistes sur la migration, consulté le 24 août 2020, URL : <https://news.abidjan.net/h/657042.html>

- CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT. (2018). Le développement économique en Afrique : les migrations au service de la transformation structurelle, ONU, Genève.
- FONDATION ROBERT SCHUMAN. (2018). La coopération Union européenne/Afrique : l'externalisation des politiques migratoires européennes, consulté le 19 juillet 2020, URL : <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0472-la-cooperation-union-europeenne-afrique-l-externalisation-des-politiques-migratoires>
- FRIEDRICH EBERT STIFTUNG. (2019). Migration en Afrique subsaharienne : regard et contribution des jeunes activistes web, consulté le 10 octobre, URL : <http://fes-cotedivoire.org/pages/thematiques/justice-sociale.php>
- OCDE & CIRES. (2017). Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Côte d'Ivoire, Editions OCDE, Paris.
- OIM. (2019). Côte-d'Ivoire : le photjournaliste mondialement connu Reza forme des migrants de retour et des journalistes à la photographie, consulté le 20 mai 2020, URL : <https://www.iom.int/fr/news/cote-divoire-le-photojournaliste-mondialement-connu-reza-forme-des-migrants-de-retour-et-des>
- OIM. (2020a). Termes clés de la migration, consulté le 15 mars 2020, URL : <https://www.iom.int/fr/termescles-de-la-migration>
- OIM. (2020b). 400 journalistes ouest-africains ont été formés aux techniques de reportage sur la migration depuis 2018, plus récemment en Guinée-Bissau, consulté le 30 mai 2020, URL : <https://www.iom.int/fr/news/400-journalistes-ouest-africains-ont-ete-formes-aux-techniques-de-reportage-sur-la-migration>
- OIM. (2020c). Routes de la migration irrégulière vers l'Europe. Afrique de l'ouest et du centre, consulté le 13 octobre 2020, URL : <https://dtm.iom.int/reports/afrique-de-louest-et-du-centre-route-de-la-migration-irrégulière-vers-leurope-janvier>
- STRATMARQUES. (2019). Médias en Côte d'Ivoire : ceux qui font le plus d'audience, consulté le 13 aout 2020, URL : <https://stratmarques.com/medias-en-cote-divoire-ceux-qui-font-le-plus-dauidience/>
- UE. (2020). Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique: 90.5 millions d'euros supplémentaires pour renforcer la gestion des frontières et la protection des migrants en Afrique du Nord, consulté le 10 aout 2020, URL : <https://www.euneighbours.eu/fr/south/stay-informed/news/fonds-fiduciaire-de-lue-pour-lafrique-905-millions-deuros-supplementaires>
- UNESCO. (2019). Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication, consulté le 19 juillet 2020, URL : <https://fr.unesco.org/news/autonomiser-jeunes-afrique-travers-medias-communication#:~:text=Le%20projet%20vise%20%C3%A0%20autonomiser,renforcer%20la%20s%C3%A9curit%C3%A9%20des%20journalistes>